

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Selon les dernières projections du FMI, la croissance mondiale s'établirait à -0,8% en 2009 contre 3% en 2008.

Les économies avancées ont enregistré un taux de croissance du PIB réel de -3,2% contre 0,5% en 2008, tandis que les pays émergents et en développement ont affiché une progression de 2,1% contre une hausse de 6,1% un an plus tôt.

La reprise de l'économie mondiale amorcée depuis le deuxième trimestre 2009 semble se confirmer au quatrième trimestre, en dépit de la persistance des incertitudes entourant le caractère durable de ce redressement.

Les économies de l'OCDE ont enregistré une croissance de 0,8% au quatrième trimestre contre 0,6% au troisième trimestre. La reprise a été soutenue par les effets stimulants des mesures de relance, les interventions des autorités publiques sur les marchés de capitaux, un ajustement des stocks plus rapide que prévu, la reprise des économies émergentes ainsi que le regain de confiance des entreprises.

S'agissant de l'évolution des prix, le renchérissement des prix des matières premières s'est traduit par une accentuation de l'inflation vers la fin de l'année dans les principaux pays développés, s'élevant à 1,9% en glissement annuel en décembre dans la zone OCDE après 1,3% en novembre et 0,2% en octobre.

Au quatrième trimestre, les cours du pétrole ont évolué entre 75 et 80 dollars le baril. Le 2 décembre, le cours du Brent s'est élevé à 79,4 dollars le baril, soit pratiquement le double du niveau enregistré début 2009.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance du PIB réel s'est accéléré au cours du quatrième trimestre de l'année 2009 en s'élevant à 1,4% contre 0,6% au trimestre précédent.

Le redressement de l'activité économique américaine au cours des trois derniers mois 2009 a été principalement tiré par le ralentissement du rythme de liquidation des stocks. La consommation privée et les exportations nettes ont apporté une contribution positive à la croissance. Les investissements résidentiels ont continué de progresser au cours du dernier trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2009, la croissance américaine a diminué de 2,5% contre une augmentation de 0,4% une année auparavant.

L'indice des prix à la consommation s'est élevé de 2,7% en glissement annuel en décembre 2009 contre un recul de 0,4% en moyenne sur l'année sous l'effet de la faible augmentation de l'indice des produits alimentaires et des effets de base positifs résultant des évolutions antérieures des prix de l'énergie. Hors produits alimentaires et énergie, le taux annuel d'inflation a légèrement augmenté pour s'établir à 1,8% en décembre contre 1,7% en moyenne annuelle.

Sur le plan monétaire, la FED a maintenu, lors de sa réunion du 27 janvier 2010, son taux objectif des fonds fédéraux inchangé dans une fourchette allant de 0 à 0,25%. Cette décision est justifiée par les faibles niveaux d'utilisation des capacités de production, la maîtrise des tensions inflationnistes et la stabilité des anticipations d'inflation.

La zone euro a connu une croissance plus faible que prévue par les économistes au quatrième trimestre 2009. Elle s'est établie à 0,1 % comparé aux trois mois précédents, traduisant un net ralentissement de la reprise économique après avoir atteint 0,4% au troisième trimestre.

La faible croissance enregistrée vers la fin de l'année écoulée est due particulièrement aux évolutions observées en Allemagne, première économie de la zone euro, qui a enregistré une stagnation de son produit intérieur brut sur le trimestre, en raison d'un recul de la consommation privée et des investissements après une croissance de 0,7 % au troisième trimestre.

La France a, en revanche, connu une croissance de 0,6 %, meilleure que prévu par les économistes contre une progression de 0,2% au trimestre précédent.

Globalement, l'Union européenne a connu une croissance atone de 0,1 % au quatrième trimestre contre 0,3 % au cours des trois mois précédents. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a reculé de 4,1 % contre une hausse de 1% en 2008.

La zone euro a enregistré un taux de croissance annuel de -3,9% après avoir observé une progression de 0,6% au cours de l'année 2008.

Bien que les données relatives à l'indice de confiance des consommateurs calculé par la Commission européenne font état d'une nette amélioration des dépenses de consommation au cours des trois derniers mois de l'année 2009, les chiffres des ventes de détail durant cette même période attestent de la persistance de la faiblesse des dépenses des ménages au cours du quatrième trimestre.

Les stocks ont continué d'apporter une contribution positive à la croissance du PIB au quatrième trimestre de l'année.

L'inflation de la zone euro s'est élevée de 0,9% au mois décembre 2009 en glissement annuel contre 0,5 % en novembre.

Il est à noter que le conseil des gouverneurs, réuni le 04 février dernier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE en soulignant que le niveau actuel des taux d'intérêt demeure approprié et que l'évolution des prix devrait rester modérée.

L'activité **au Japon** s'est redressée au cours du quatrième trimestre 2009. Le PIB réel s'est accru de 1,1% contre une croissance nulle au trimestre précédent.

En dépit de la dégradation de la confiance des ménages et d'un taux de chômage élevé, les ventes de biens durables ont augmenté grâce aux mesures décidées par les pouvoirs publics pour réduire les prix. La production industrielle a également progressé pendant plusieurs mois consécutifs.

Sur l'ensemble de l'année, l'économie nippone a enregistré un ralentissement en 2009, la décroissance du PIB réel s'est élevée à 5,3% contre 1,2% en 2008.

L'indice des prix à la consommation a reculé de 1,7% en décembre 2009 après une baisse de 1,9% au mois de novembre. Cette déflation est imputée largement aux effets de base liés aux cours des produits pétroliers et la sous exploitation des capacités de production. Hors produits alimentaires et énergie, la diminution s'est située à 1,2% en glissement annuel en décembre 2009 contre 1% en novembre.

Lors de sa réunion du 26 janvier 2010, la Banque du Japon a décidé de laisser inchangé à 0,1% son principal taux directeur.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance de 4,3% enregistrée au quatrième trimestre, a été alimentée par le dynamisme de la demande intérieure et l'entrée de flux importants de capitaux étrangers.

En Chine, l'activité économique s'est accélérée en affichant une croissance annuelle réelle de 10,7% au quatrième trimestre 2009 contre 8,9% au troisième trimestre dopée par les plans de relance monétaire et budgétaire.

La croissance annuelle a été estimée à 8,7% contre 9,6% en 2008.

Les variations mensuelles de l'inflation sont devenues positives après avoir observé une tendance négative pendant plusieurs mois pour se situer à +1,9% en décembre après avoir atteint -1,8% au mois de juillet dernier.

Cette accélération a amené les autorités chinoises à resserrer sa politique monétaire en relevant son taux des réserves obligatoires appliqué aux banques commerciales de 0,5 point de pourcentage au mois de janvier 2010.

Au Moyen Orient, les pays de la région ont été frappés de plein fouet par la récession mondiale. La chute du pétrole, le repli des transferts de fonds des travailleurs expatriés et la contraction substantielle des investissements directs étrangers ont pesé sur l'évolution de la croissance en 2009, s'établissant à 2,2% contre 5,3% en 2008.

Les pays exportateurs de pétrole ont été particulièrement touchés par la crise financière. Cependant le choc a été amorti par les mesures prises par les autorités qui ont permis de limiter l'impact sur les secteurs non pétroliers ; tandis que les pays importateurs de pétrole n'ont été que légèrement affectés en raison principalement de leur manque d'exposition aux effets de la crise.

L'amélioration des conditions financières internationales au cours des derniers mois de l'année 2009, la remontée des cours du brut ainsi que la reprise de la demande globale ont conduit à l'embellie de l'activité dans la région vers la fin de l'année.

Source : Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne, OCDE et EUROSTAT.